



Assemblée générale

Distr. générale
27 mai 2021
Français
Original : espagnol

Soixante-quinzième session
Point 42 de l'ordre du jour
**Nécessité de lever le blocus économique, commercial
et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique**

Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique

Rapport du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
II. Réponses reçues des gouvernements	2
Cuba	2



II. Réponses reçues des gouvernements

Cuba

[Original : espagnol]
[5 mai 2021]

Le présent additif contient une mise à jour de la réponse de Cuba concernant la résolution 74/7 de l'Assemblée générale, intitulée « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique », et fait état des principales répercussions de cette politique constatées entre avril et décembre 2020. Au cours de la période susmentionnée, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a renforcé le blocus de manière opportuniste et inédite, dans le contexte des difficultés provoquées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Au cours des quatre dernières années, ce sont plus de 240 mesures coercitives qui ont été prises par le Gouvernement des États-Unis contre le peuple et le Gouvernement cubains, et ces mesures sont toujours en vigueur. Il ne s'agit pas seulement de simples mesures de renforcement du blocus, mais du recours à de nouvelles méthodes, dont certaines sont sans précédent, qui ont porté la guerre économique menée contre Cuba à des niveaux extrêmes, comme en témoignent les pénuries matérielles qui rythment la vie quotidienne de chaque Cubain.

Pour Cuba, ces restrictions aggravent les multiples défis créés par la pandémie de COVID-19 et en multiplient les effets dévastateurs dans les domaines socio-économique, sanitaire et financier. Ces mesures ont entravé à plusieurs reprises l'arrivée de l'aide humanitaire dans le pays, ce qui est immoral et injustifiable dans le contexte de la lutte contre la pandémie et révèle la nature criminelle du blocus.

Entre avril et décembre 2020, les pertes subies par Cuba à cause du blocus se sont élevées à 3 586,9 millions de dollars environ, ce qui, ajouté aux pertes de la période précédente, porte à un total de 9 157,2 millions de dollars les pertes subies entre avril 2019 et décembre 2020.

Aux prix courants, les pertes subies depuis que le blocus est appliqué, soit depuis près de 60 ans, s'élèvent à 147 853,3 millions de dollars. Compte tenu de la dépréciation du dollar par rapport à la valeur de l'or sur le marché international, le blocus a causé des dommages pouvant être estimés à plus de 1 377 998 millions de dollars.

La conversion des coûts liés au blocus en capacité de paiement du pays permettrait, en moins de cinq ans, de remédier de manière significative à l'obsolescence d'une grande partie des infrastructures cubaines et, en particulier, de transformer la matrice énergétique du pays en privilégiant les sources d'énergie renouvelables. Disposer de cette somme d'argent permettrait à Cuba d'inverser favorablement sa situation financière, de renforcer la confiance des investisseurs et des créanciers étrangers et d'augmenter sensiblement sa capacité d'accès aux marchés financiers et aux marchés de capitaux.

Dans les circonstances actuelles, le blocus constitue un énorme fardeau pour la population et l'économie cubaines, et a des effets particulièrement dévastateurs dans le contexte de la pandémie de COVID-19, Cuba ayant dû mobiliser des ressources considérables pour garantir de toute urgence la disponibilité des équipements et du matériel nécessaires à son système national de santé.

Les effets du blocus sur le secteur de la santé, l'un des plus touchés au cours de la période considérée, se traduisent par la pénurie de produits de consommation

essentiels, ainsi que par les difficultés de l'industrie nationale à acquérir les intrants nécessaires à la conservation des aliments et à la production de médicaments, entre autres choses.

Le refus des fournisseurs de fournir les marchandises convenues, les retards dans la livraison des intrants et l'augmentation des coûts, étant donné la nécessité de se fournir sur des marchés éloignés et de passer par des intermédiaires, ont notamment entraîné des pertes dans ce secteur, qui, pour la période comprise entre avril et décembre 2020, se sont élevées à 198 348 000 dollars. Cela représente une augmentation de 38 millions de dollars par rapport à la période précédente.

Les cas des entreprises allemandes Sartorius et Merck ainsi que celui de Cytiva et d'autres fournisseurs habituels de l'île en matériel de laboratoire, en réactifs et en intrants, qui ont cessé leurs livraisons à Cuba en 2020 en raison du renforcement du blocus, sont particulièrement parlants à cet égard. Au cours de la période à l'examen, Cuba a été dans l'impossibilité d'avoir accès à 32 équipements et fournitures nécessaires à la production de candidats vaccins contre la COVID-19 ou à l'exécution d'étapes permettant l'achèvement des essais cliniques, notamment des équipements utilisés pour la purification des candidats vaccins, des additifs pour les équipements de production, des cuves et capsules de filtration, du chlorure de potassium en solution, du thiomersal, des sacs et des réactifs.

Faute de pouvoir traiter directement avec le fabricant, Cuba a dû faire appel à d'autres fournisseurs qui ont joué le rôle d'intermédiaires, ce qui a entraîné une augmentation des prix comprise entre 50 % et 65 % du prix habituel.

Cette situation a nui aux travaux de plusieurs entités de l'industrie biopharmaceutique cubaine, parmi lesquelles le Centre de génie génétique et de biotechnologie, l'Institut de vaccination Finlay, la société Laboratoires AICA et la société d'import-export FarmaCuba, qui participent directement aux efforts du pays pour faire face à la pandémie.

En novembre 2020, le Ministère des transports des États-Unis a refusé, sur ordre du Département d'État, d'accorder aux compagnies aériennes IBC Airways et SkyWay Enterprises l'autorisation d'effectuer des vols vers Cuba pour transporter des marchandises à visée humanitaire. La première compagnie a affirmé que la décision était due au fait que Cuba faisait partie des « pays soumis à des sanctions économiques imposées par les États-Unis », tandis que la seconde a évoqué des difficultés avec Stripe, la société américaine qui lui sert de prestataire de services de paiement.

De même, en février 2021, les sociétés JustGiving et Crowdfunder UK ont bloqué les pages de l'organisation de solidarité « Cubanos en UK » créées pour récolter des fonds en vue de l'achat de fournitures médicales et pour soutenir la campagne de vaccination contre la COVID-19 à Cuba.

Malgré ces obstacles et ces limitations de taille, le rôle de Cuba dans la lutte contre la pandémie a été salué au niveau international. Le pays dispose de cinq candidats vaccins en cours de développement et a dépêché 57 brigades médicales dans 40 pays et territoires pour appuyer la lutte contre la pandémie. La campagne immorale de diffamation organisée par les États-Unis contre les initiatives de coopération médicale cubaine n'a pas pu arrêter la solidarité et la vocation humaniste de notre peuple.

Le durcissement des effets extraterritoriaux du blocus a créé des obstacles supplémentaires aux échanges commerciaux et financiers de Cuba. La mise à jour des listes établies de façon unilatérale par les États-Unis a restreint l'activité commerciale et touristique du pays et réduit les revenus perçus par l'État cubain à ce titre. Le

Département d'État a ajouté de nouvelles entreprises à la Liste des entités cubaines soumises à des restrictions, liste conçue uniquement aux fins d'empêcher Cuba d'effectuer des transactions avec des personnes soumises à la juridiction des États-Unis. Cette liste établie de façon unilatérale a continué d'avoir un effet intimidant et dissuasif sur les milieux d'affaires internationaux.

Fincimex et American International Service, deux entreprises cubaines qui facilitent l'acheminement des transferts de fonds, ont subi des répercussions dommageables significatives à la suite de leur inscription sur ladite liste, en juin et en septembre 2020 respectivement. Cette inscription visait à casser le circuit des fonds servant de revenus aux familles et à limiter considérablement l'entrée de devises dans le pays. Western Union, la société de services financiers la plus utilisée pour envoyer des fonds à Cuba, a cessé ses activités dans le pays. Les conséquences de ces mesures se font encore sentir. Outre leurs incidences générales sur l'économie cubaine, ces mesures ont des conséquences particulièrement préjudiciables pour les personnes dont les revenus personnels dépendent de ces transferts de fonds et représentent une charge onéreuse pour ceux qui, depuis les États-Unis, envoient cet argent à leurs parents et à leurs proches à Cuba.

Au cours de la période considérée, des poursuites ont été engagées en vertu du titre III de la loi Helms-Burton à sept reprises. Depuis l'activation de ces dispositions, en mai 2019, des poursuites ont été engagées à 34 reprises au total. Par son caractère extraterritorial, cette loi viole la souveraineté des pays tiers, nuit aux intérêts de leurs nationaux et entrave leurs relations commerciales avec Cuba.

Les navires et les entreprises associés au transport de carburant ont continué à faire l'objet de menaces et de mesures coercitives, ce qui a créé des difficultés considérables dans la vie quotidienne dans le pays et a directement porté préjudice aux familles cubaines.

Entre avril et décembre 2020, le préjudice monétaire et financier a atteint le montant de 404,2 millions de dollars. Cela représente une augmentation de 42 % par rapport à la période précédente et souligne la brutalité de la persécution financière dont Cuba a été la cible l'année dernière.

En janvier 2021, les États-Unis ont inscrit Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme, qu'ils établissent de façon unilatérale ; cette décision, qui a été largement contestée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis, renforce les conséquences du blocus en aggravant les difficultés que rencontre Cuba pour participer au commerce international, effectuer des opérations financières et acquérir des intrants de base.

Des dizaines de banques ont suspendu leurs opérations avec Cuba, y compris en ce qui concerne les transferts légitimes pour l'achat de nourriture, de médicaments et de biens destinés à la population. Au beau milieu des difficultés créées par la pandémie de COVID-19, des dizaines de missions diplomatiques cubaines dans le monde ont été lâchées par les banques qui leur proposaient traditionnellement des services, celles-ci craignant de subir des représailles de la part du Gouvernement des États-Unis. Cette situation nuit au fonctionnement et aux moyens de subsistance des entités concernées et de leur personnel. Le durcissement du caractère extraterritorial du blocus dans la sphère financière touche également les personnes physiques. De nombreuses informations font état de cas de Cubains qui, alors même qu'ils ne vivent pas à Cuba, se heurtent au refus de leurs banques d'effectuer des transferts en rapport avec Cuba.

Le Bureau du contrôle des avoirs étrangers a continué d'imposer des mesures coercitives à des entités américaines et à des entités de pays tiers en réponse à de

prétendues violations du blocus. Pour la période allant de 2017 à 2020, le coût de ces sanctions a atteint un montant total de 3 761 876 629 dollars.

Des restrictions des voyages des Américains à Cuba ont également été appliquées, mesures qui allaient à l'encontre du soutien aux échanges entre les peuples de ces pays manifesté par de larges secteurs aux États-Unis. En septembre 2020, l'autorisation qui permettait à des personnes relevant de la juridiction des États-Unis d'organiser des réunions ou des conférences professionnelles à Cuba ou d'y assister a été supprimée, ainsi que l'autorisation d'effectuer des démarches liées à des spectacles publics, à des expositions et à des compétitions sportives, entre autres. En outre, une liste d'hébergements interdits à Cuba, comprenant 422 hôtels et maisons à louer, a été établie.

Les restrictions concernant les voyages et les transferts de fonds ont des conséquences aussi bien pour le secteur public que pour le secteur privé de Cuba. Si ces obstacles étaient supprimés, de nombreux professionnels des transports, propriétaires de logements, artisans, entre autres, pourraient percevoir des revenus plus élevés et auraient de plus grandes possibilités de développement de leur activité économique.

Les intérêts des entreprises américaines ont eux aussi été touchés par le renforcement du blocus. En juin 2020, on a appris que le Département du Trésor des États-Unis a refusé à l'entreprise Marriott International le renouvellement de la licence qui lui permettait d'exploiter un hôtel à Cuba et lui a interdit d'entreprendre des activités à l'avenir dans le pays.

Cette politique empêche les entreprises cubaines et américaines de progresser dans la conclusion d'accords mutuellement bénéfiques dans plusieurs secteurs, dont les télécommunications. Dans ce secteur, les répercussions du blocus ont entravé des accords conclus précédemment établis, comme le projet de location de capacités sur un câble sous-marin entre l'entreprise cubaine de télécommunications ETECSA et la société C and W Networks. Cette dernière a sollicité la licence requise auprès de la Commission fédérale des communications en septembre 2018, avant de retirer sa demande en octobre 2020, celle-ci étant restée sans réponse.

Les négociations entre FedEx et le groupe commercial Correos de Cuba se heurtent à une situation similaire. Les deux entreprises ont convenu de commencer leurs opérations en mai 2019, mais FedEx a décidé de reporter le début des opérations à janvier 2020, en raison du refroidissement des relations bilatérales entre Cuba et les États-Unis. Depuis lors, la société n'a cessé de reporter le début des opérations, en faisant valoir les mêmes motifs.

Plusieurs comptes de médias cubains sur diverses plateformes numériques ont été supprimés. En août 2020, alors que Cuba s'apprêtait à annoncer qu'il disposait d'un premier candidat vaccin contre la COVID-19, Google a censuré les pages YouTube des médias Granma, Mesa Redonda et Cubavisión Internacional, en prétextant de prétendues violations des lois américaines sur l'exportation.

Le secteur agricole est un autre secteur particulièrement touché par le blocus. La perte de revenus provenant des exportations de biens et de services, les coûts supplémentaires découlant de la délocalisation géographique du commerce et d'autres obstacles entravant l'acquisition de technologies et de combustibles ont gravement nui à la production et à l'acquisition de denrées alimentaires à Cuba, ce qui a entraîné des pertes représentant un montant qui s'est élevé à 330 466 millions de dollars pour la période comprise entre avril et décembre 2020.

Le secteur agricole américain pâtit lui aussi de cette situation. Comme indiqué dans la lettre envoyée par la United States Agriculture Coalition for Cuba au Président

Joseph Biden en janvier 2021, Cuba représente une perspective de débouchés pour les agriculteurs et les éleveurs américains, car elle importe chaque année des denrées alimentaires d'une valeur d'environ 2 milliards de dollars, dont seuls moins de 10 % proviennent des États-Unis. Si les barrières commerciales entre les deux pays étaient supprimées, les exportations américaines de plusieurs produits agricoles pourraient augmenter de manière significative.

Ces derniers mois, on a assisté à de nombreuses prises de position, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis, visant à appeler le Président Biden à utiliser ses prérogatives pour modifier l'application du blocus ainsi que son impact humanitaire et économique. En février 2021, 56 organisations américaines, dont des organisations religieuses, écologistes et universitaires, parmi lesquelles figuraient des groupes d'avocats et des groupes de défense des droits humains, ont signé une lettre dans laquelle elles ont exhorté le Président à revenir sur les politiques de l'ancien Président Donald Trump. Plusieurs parlementaires américains ont écrit à l'Administration actuelle dans le même but.

Dans ses efforts en vue de la levée du blocus, Cuba bénéficie depuis longtemps du soutien de l'immense majorité de la communauté internationale. Nous sommes convaincus que cette soixante-quinzième session de l'Assemblée générale sera de nouveau l'occasion de réitérer la condamnation internationale de cette politique irrationnelle et cruelle, qui viole les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et par le droit international.
